



Rapport financier intermédiaire Premier trimestre terminé le 30 septembre 2013

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, en comparaison avec la période correspondante terminée le 30 septembre 2012, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer la situation financière au 30 septembre 2013 à celui du 30 juin 2013. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « prévoir », « si », « croire », « continuer », « évaluer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « peut », « planifier », « potentiel », « prédire », « projet », « devrait » ou « devoir » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 24 septembre 2013. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Devenir le meilleur fournisseur en Amérique du Nord de solutions de traitement d'eau et de technologies de filtration membranaire.

NOTRE MISSION

Fournir des solutions de traitement d'eau sécuritaires et intégrés, et offrir un service à la clientèle exceptionnel afin d'assurer la longévité des relations clients.

NOTRE PROFIL

H₂O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H₂O Innovation conçoit des projets sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et autres consommables pour des projets de filtration membranaire et d'osmose inverse. H₂O Innovation compte environ 135 employés et dispose de huit places d'affaires en Amérique du Nord.

MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS

Dans ce rapport de gestion, la direction de la Société utilise une mesure qui n'est pas conforme aux IFRS. La mesure « BAIIA ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA ajusté) » n'est pas définie par les IFRS et ne peut être présentée formellement dans les états financiers consolidés. La définition du BAIIA ajusté ne prend pas en compte les pertes sur disposition d'immobilisations corporelles, les variations de la juste valeur des contreparties éventuelles, la dépréciation du goodwill, la dépréciation des actifs incorporels, les charges de rémunération à base d'actions, la perte à la disposition d'un placement dans une coentreprise et la quote-part des (gains) pertes d'une coentreprise. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre le BAIIA ajusté et le bénéfice (la perte) net(te). La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Bien que le BAIIA ajusté ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la performance et la gestion de la Société d'un point de vue financier et opérationnel.

Rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice (à la perte) net(te)

Périodes de trois mois terminées le 30 septembre	2013	2012
	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	(469 994)	269 696
Charges financières – nettes	185 927	205 119
Impôts sur le résultat	90 292	-
Amortissement des immobilisations corporelles	72 408	68 484
Amortissement des immobilisations incorporelles	183 386	177 758
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	(1 000)	-
Charges de rémunération à base d'actions	5 651	16 174
Quote-part des profits d'une coentreprise	-	(10 538)
BAIIA ajusté	<u>69 670</u>	<u>726 693</u>

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

H₂O Innovation a débuté l'exercice 2014 en établissant un plan opérationnel s'appuyant sur trois piliers : Qualité, Innovation, Équipe. Ce plan est la continuité du plan opérationnel 2013 lequel mettait l'accent sur « l'Excellence Opérationnelle ». Tout au long de l'exercice en cours, la direction continuera à renforcer le modèle d'affaires de la Société établi sur la combinaison de revenus tirés de projets de traitement d'eau et des revenus récurrents tirés de la vente de produits chimiques de spécialité, de consommables et de services.

Au cours des derniers trimestres, nous avons démontré qu'une augmentation des revenus récurrents contribue à réduire l'impact de la volatilité liée à la vente de projets de traitement d'eau – résultant en une stabilisation de la marge bénéficiaire brute, une couverture significative des charges d'exploitation, des frais de vente et des frais administratifs de la Société et une fidélisation des relations à long terme avec nos clients. Au cours des douze derniers mois, plusieurs améliorations ont été mises en place pour s'assurer que les projets seraient exécutés selon le budget, en qualité et en temps. Aujourd'hui, nous poursuivons dans la même direction mais nous ajoutons plus d'emphase envers la **QUALITÉ**. Cette attention particulière envers la qualité devrait permettre à la Société d'améliorer sa marge bénéficiaire brute, de respecter son calendrier de projets et assurer une plus grande satisfaction des clients. Pour augmenter ses revenus récurrents, son taux de succès dans l'obtention de contrats et son offre client, la Société mettra l'accent sur l'**INNOVATION** pour mener la croissance des revenus et améliorer la marge bénéficiaire brute. En juillet 2013, la Société a lancé une nouvelle plateforme technologique pour l'ultrafiltration (FiberFlex™) et une autre plateforme innovante avec une seconde génération de Bioréacteur Membranaire dédié aux effluents d'eaux usées. Ces deux plateformes devraient nous permettre de nous différencier dans le domaine des projets de traitement d'eau. En effet, notre offre dédiée aux eaux usées a été complètement révisée et améliorée avec de nouveaux outils marketing, une nouvelle organisation de représentants et un support technique amélioré. En parallèle, nous augmentons la portée de nos ventes de projets de traitement d'eau par l'ajout de nouveaux vendeurs pour couvrir de nouveaux territoires au Canada et aux États-Unis. Ces efforts initiés dans la seconde moitié de l'exercice 2013 nous apportent aujourd'hui un pipeline d'opportunités totalisant 190 M \$, représentant une augmentation de 200% comparativement à la même date l'an dernier. Avec un taux historique de succès dans l'obtention de commandes fluctuant entre 15 % et 20 %, H₂O Innovation est très bien positionnée pour générer une croissance des revenus au cours des trimestres à venir.

Par ailleurs, la Société s'appuie sur le développement de nouveaux produits chimiques de spécialité, de nouveaux produits dédiés à la production acéricole et une nouvelle application Internet de suivi de performance des systèmes dans le but d'accélérer nos ventes récurrentes à plus forte marge bénéficiaire brute. Ces nouveaux produits renforceront certainement notre portfolio de produits; augmentant les différentiateurs avec nos concurrents et améliorant ainsi la profitabilité générale et la performance financière de la Société.

Pour améliorer notre exécution de projets, croître la vente de projets de traitement d'eau et développer de nouveaux produits, nous avons réuni une **ÉQUIPE** possédant une expertise stratégique, une expérience et une motivation capable de supporter les objectifs de la Société. Au cours des douze derniers mois, nous avons été très sélectifs pour dénicher du personnel-clé pour différentes positions dans l'organisation. Notre équipe, constituée de nos employés, est parmi les plus importants actifs de la Société pour assurer l'exécution du plan d'affaires et l'atteinte des objectifs de la Société.

Principales données financières (non vérifiées)

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012
	\$	\$
Revenus	8 311 219	9 982 894
Bénéfice brut	2 098 584	2 462 571
Marge bénéficiaire brute	25,2 %	24,7 %
Charges d'exploitation	182 586	135 772
Frais de vente	966 669	843 154
Frais administratifs	919 063	863 263
Frais de recherche et développement – nets	43 407	-
Bénéfice (Perte) net(te)	(469 994)	269 696
Bénéfice (Perte) de base et dilué(e) par action	(0,008)	0,004
BAIIA ajusté	69 670	726 693

Revenus et marge bénéficiaire brute

Les revenus pour le premier trimestre de l'exercice 2013 ont atteint 8,3 M \$, soit une baisse de 1,7 M \$ ou 16,7 % comparativement aux revenus de 9,98 M \$ enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice 2013. Ce déclin s'explique principalement par les revenus provenant de projets de traitement d'eau, qui ont atteint 5,1 M \$, contre 7,0 M \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 27,5 %. Le déclin est partiellement attribuable au fait que quelques clients des projets de traitement d'eau de la Société ont retardé la livraison ou le démarrage de leurs systèmes, une situation que la Société ne peut pas contrôler. Cette situation a reporté à la deuxième moitié de l'exercice 2014 la reconnaissance des revenus pour ces projets. Par ailleurs, plus de la moitié des 7,0 M \$ de revenus du trimestre correspondant provenaient de trois (3) projets réalisés dans le domaine pétrolier et gazier dans l'Ouest du Canada, lesquels étaient d'une plus grande taille que les projets de ce trimestre. D'une période à l'autre, la nature des projets réalisés varie dépendant de la réalisation du carnet de commandes.

La baisse des revenus est atténuée par une augmentation des revenus provenant des ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables, qui se sont élevés à 3,2 M \$ pour le trimestre, contre 2,9 M \$ en 2013, affichant une hausse de 9,2 %. Ces revenus sont de nature récurrente. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nous avons ajouté deux nouveaux distributeurs à notre force de vente, lesquels représenteront dorénavant les produits et services de PWT au Brésil et en Tunisie. Par ailleurs, nos efforts visant l'expansion de notre réseau de distribution pour nos produits liés à la production acéricole ont largement contribué à l'augmentation des revenus provenant des ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables au cours de ce trimestre.

Au cours de ce premier trimestre de l'exercice 2014, la Société a généré une marge bénéficiaire brute de 25,8 %, soit un niveau supérieur à celui enregistré pour le premier trimestre de l'exercice 2013 qui s'élevait à 24,7 %. La composition du chiffre d'affaires au cours de ce trimestre montre que les revenus provenant des ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables représentent une plus grande proportion des revenus totaux, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent (38,6 % dans l'exercice 2014 contre 29,4 % dans l'exercice 2013).

Le 27 juin 2013, la Société a terminé une entente visant à fournir un système de traitement d'eau conteneurisé sur mesure à une municipalité américaine suite à un défaut de paiement du client. La Société a initié un processus de médiation au cours du premier trimestre de l'exercice 2014. Les parties ont participé à ce processus de médiation et sont arrivées à une entente dans laquelle le client a accepté de compenser la Société pour l'annulation de ce contrat. Les termes de l'entente sont confidentiels, cependant la direction est satisfaite des termes de l'entente intervenue. Les parties ont également exécuté une entente de cession. L'équipement est toujours disponible à la vente et est comptabilisé à titre de produit fini dans l'état de la situation financière.

Pour le trimestre, la Société a enregistré 3,4 M \$ de nouvelles commandes de projets de traitement d'eau. Ces nouvelles commandes, combinées aux revenus de projets de traitement d'eau réalisés au cours de ce trimestre, ont fait décliner le carnet de commandes à 12,4 M \$ au 30 septembre 2013. Le ratio commandes / revenus a décliné à 0,7 comparativement à 1,1 enregistré il y a un an. Le pipeline de commandes actuel est encore riche en opportunités lequel devrait permettre au carnet de commandes de la Société de supporter la croissance des ventes. Nous maintenons des activités de soumission fortes et les efforts de la direction sont dédiés à faire croître le carnet de commandes rapidement.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des cinq derniers trimestres.

	Exercice 2013				Exercice 2014	Douze derniers mois (T2, T3 & T4 2013 & T1 2014)	Douze mois précédents (T2, T3 & T4 2012 & T1 2013)
	T1	T2	T3	T4			
Carnet de commandes	20,4 M \$	18,7 M \$	15,4 M \$	14,1 M \$	12,4 M \$	N/A	N/A
Commandes de projets de traitement d'eau	6,7 M \$	4,3 M \$	2,6 M \$	4,3 M \$	3,4 M \$	14,6 M \$	22,1 M \$
Revenus provenant des projets de traitement d'eau	7,1 M \$	6,0 M \$	5,9 M \$	3,9 M \$	5,1 M \$	20,9 M \$	25,5 M \$
Ratio commandes / revenus	0,9	0,7	0,4	1,1	0,67	0,7	0,87
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	2,9 M \$	3,4 M \$	4,0 M \$	2,9 M \$	3,2 M \$	13,5 M \$	13,3 M \$

Charges d'exploitation

Montrant une augmentation de près de 50 000 \$, les charges d'exploitation ont totalisé près de 0,2 M \$ pour ce trimestre comparativement à 0,1 M \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est due à la création de deux nouvelles positions dans la deuxième moitié de l'exercice 2013 pour supporter le développement de produits chimiques de spécialité et pour optimiser la chaîne d'approvisionnement et logistique pour les projets dans son ensemble.

Frais de vente

Les frais de vente ont augmenté de près de 123 000 \$ et ont atteint 0,9 M \$ pour ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré des revenus en baisse de 16,7 %. Les frais de vente sont liés aux nouvelles commandes et aux revenus mais ne fluctuent pas de manière proportionnelle. Cette augmentation est principalement due à l'embauche de responsables des ventes et d'un directeur des ventes vers la fin de l'exercice 2013, lesquels sont responsables de développer de nouveaux territoires et d'identifier de nouvelles opportunités commerciales.

Frais administratifs

Les frais administratifs ont augmenté d'environ 56 000 \$, soit 6,5 %, pour ce premier trimestre de l'exercice 2014 comparativement au premier trimestre de l'exercice 2013. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté suite à l'ajout de personnel pour supporter les opérations au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2013 et à l'utilisation de stagiaires pour assurer la prestation de services pendant la période de vacances estivales et les procédures de fin d'année. Tel qu'anticipé l'an dernier, les honoraires professionnels et les frais de bureau ont diminué au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013. Finalement, les dépenses de télécommunication et voyages ont légèrement augmenté au cours de ce premier trimestre de l'exercice 2014 comparativement au premier trimestre de l'exercice 2013.

Le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs par rapport aux revenus s'est élevé à 24,9 % pour ce trimestre, en hausse depuis 18,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est en partie due à fléchissement du volume d'affaires des projets de traitement d'eau dû à certains délais causés par des clients et à des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs plus élevés. La direction vise à garder le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs à un niveau similaire au trimestre correspondant de l'exercice précédent par le biais d'une gestion serrée des dépenses et une augmentation des revenus.

Frais de recherche et développement – nets

La direction a rationalisé les activités de recherche et développement dans un modèle plus structuré pour s'assurer que les objectifs inclus au plan opérationnel 2014 reposant sur trois piliers : Qualité, Innovation et Personnel sont rencontrés. Par conséquent, une nouvelle fonction a été identifiée dans l'état des résultats de la Société pour refléter les décisions prises dans ce plan.

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, les frais de recherche et développement bruts ont totalisé 60 951 \$, ou 0,7 % des revenus. Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, la Société a enregistré 17 544 \$ à titre de crédits d'impôts du gouvernement provincial pour des frais de recherche et développement éligibles poursuivies au Québec.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté pour le trimestre a atteint 69 670 \$, contre 726 693 \$ pour la période correspondante terminée le 30 septembre 2012. Les revenus plus faibles enregistrés durant ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent ainsi que les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs plus élevés ont également contribué à générer un BAIIA ajusté positif plus faible. La Société a effectué ce trimestre un retour rapide et solide au BAIIA ajusté positif après un trimestre de BAIIA ajusté négatif au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Autres gains – nets

Les autres gains – nets, qui se sont élevés à 34 753 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, contre 82 271 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012, sont principalement composés d'un gain de change, ce qui est le résultat des seules variations des éléments du fonds de roulement.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 185 927 \$ pour la période terminée le 30 septembre 2013, contre 205 119 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. Sur ce montant, 31 709 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme. Le 30 septembre 2013, la Société a remboursé 1 157 154 \$ de sa dette à long terme en utilisant le produit tiré d'un placement privé. La direction s'attend à ce que les frais financiers – nets diminuent de façon significative au cours des trimestres à venir dans l'exercice 2014.

Bénéfice (Perte) net(te)

Le bénéfice (la perte) net(te) s'élevait à (469 994 \$) ou (0,008 \$ par action) pour le premier trimestre de l'exercice 2014, contre 269 696 \$ ou 0,004 \$ par action pour le premier trimestre de l'exercice 2013. Cette détérioration est principalement due aux revenus plus faibles bien qu'ils aient généré une solide marge bénéficiaire brute de 25,8 % et à des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs plus élevés.

Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2013, 2017 et 2022 à verser un montant de 4 339 480 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 566 043 \$ en 2014, 540 839 \$ en 2015, 548 565 \$ en 2016, 533 271 \$ en 2017 et 406 048 \$ en 2018.

Informations sur le capital-actions

En date du 30 septembre 2012, 69 850 378 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. 9 704 546 actions ordinaires ont été émises au cours de ce trimestre.

SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a augmenté de 2,1 M \$ au 30 juin 2013 (ratio de fonds de roulement de 1,17) à 4,8 M \$ au 30 septembre 2013 (ratio de fonds de roulement de 1,46). Cette augmentation de 2,7 M \$ s'explique par la hausse respective de 0,2 M \$, 0,3 M \$ et 0,5 M \$ des débiteurs, des stocks et de l'excédent de coûts engagés sur la facturation. L'amélioration du fonds de roulement est également attribuable au produit tiré de l'émission de capital par le biais d'un placement privé utilisé en partie pour rembourser une portion des dettes à long terme. Le solde a été affecté au support du fonds de roulement en remboursant les emprunts bancaires. Le fonds de roulement a été affecté négativement par l'augmentation de 0,9 M \$ et 0,5 M \$ des créditeurs et charges et de l'excédent de facturation sur les coûts engagés respectivement.

La dette nette qui s'élevait à 3,8 M \$ au 30 septembre 2013, a baissé de près de 2,3 M \$, comparativement aux 6,2 M \$ enregistrés au 30 juin 2013. Cette baisse est principalement due au remboursement de la dette à long terme et au remboursement des emprunts bancaires.

Les capitaux propres s'élevaient à 15,8 M \$ au 30 septembre 2013, contre 14,4 M \$ au 30 juin 2013. Au 30 septembre 2013, le ratio d'endettement net était de 0,24, contre 0,43 au 30 juin 2013, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 30 septembre 2012	Période terminée le 30 juin 2013
Fonds de roulement	4 818 017 \$	2 148 498 \$
Ratio de fonds de roulement	1,46	1,17
Dette nette ¹	3 853 226 \$	6 201 865 \$
Capitaux propres	15 782 971 \$	14 426 788 \$
Ratio d'endettement net	0,24	0,43

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents.

Au 30 septembre 2013, les débiteurs s'élevaient à 6,7 M \$, contre 6,5 M \$ au 30 juin 2013. La hausse mineure de 0,2 M\$ est principalement attribuable à l'augmentation des retenues sur paiements effectués par des clients municipaux dans le cadre de contrats de fabrication exécutés au cours du premier trimestre de l'exercice 2014.

Les stocks ont augmenté de 0,3 M \$, passant de 4,0 M \$ au 30 juin 2013 à 4,3 M \$ au 30 septembre 2013. Cette augmentation s'explique principalement par les produits finis fabriqués durant l'été en préparation du début de la saison de production acéricole.

L'excédent des coûts engagés sur la facturation a augmenté de 0,5 M \$, passant de 2,2 M \$ au 30 juin 2013 à 2,7 M \$ au 30 septembre 2013, une augmentation due en grande partie à un nombre différent de projets actifs pour lesquels il existe des différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets. L'excédent de la facturation sur les coûts engagés a augmenté de 0,4 M \$, passant de 1,8 M \$ au 30 juin 2013 à 2,3 M \$ au 30 septembre 2013. Cette hausse s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.

Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 0,9 M \$, passant de 4,1 M \$ au 30 juin 2013 à 5,0 M \$ au 30 septembre 2013. Cette hausse s'explique en grande partie par l'impact de l'annulation d'un contrat pour défaut de paiement de la part du client pour lequel les fournisseurs utilisés pour réaliser le contrat ont été payés.

La diminution de la portion à court terme de la dette à long terme, laquelle est passée de 2,8 M \$ au 30 juin 2013 à 0,9 M \$ au 30 septembre 2013, s'explique par le remboursement de 1,1 M \$ de la dette à long terme avec le produit tiré de l'émission d'actions dans le cadre d'un placement privé complété le 30 septembre 2013. La Société a également obtenu des renonciations de la part de ses prêteurs à long terme en septembre 2013, lesquelles ont mené au reclassement au passif non courant de la portion à long terme de la dette à long terme.

Pour le premier trimestre terminé le 30 septembre 2013, les capitaux propres ont augmenté de 1,4 M \$, passant de 14,4 M \$ au 30 juin 2013 à 15,8 M \$ au 30 septembre 2013. Les éléments suivants ont eu un impact sur les capitaux propres au cours du premier trimestre de l'exercice 2014 : 1) l'émission de 9 704 546 actions ordinaires par le biais d'un placement privé pour un produit net de 2 083 080 \$; 2) la perte nette de (469 994 \$) pour la période terminée le 30 septembre 2013; 3) la réévaluation du dollar canadien qui a généré une perte de change non matérialisée de 0,3 M \$ résultant de l'écart de conversion des opérations étrangères pour les entités américaines; et 4) les charges de rémunération à base d'actions de 5 651 \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 :

(en dollars canadiens) (non audités)	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	494 483	1 210 214
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(35 100)	(44 123)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(526 901)	(857 713)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	(5 016)	(21 685)
Variation nette	(72 534)	286 693
Trésorerie et équivalents – Début de période	47 235	421 332
Trésorerie et équivalents – Fin de période	(25 299)	708 025

Les activités opérationnelles ont généré 494 483 \$ de fonds pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, contre 1 210 214 \$ de fonds générés par ces mêmes activités durant la période correspondante terminée le 30 septembre 2012. Ce déclin s'explique principalement par la dégradation de la perte nette au cours du premier trimestre de l'exercice 2014 comparativement à la période de trois mois correspondante de l'exercice 2013 et par la variation des éléments du fonds de roulement.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les activités d'investissement ont utilisé (35 100 \$) de liquidités nettes, principalement attribuables à la réfection du pavage de notre usine d'Ham-Nord et à l'acquisition d'actifs incorporels, notamment le développement d'un logiciel de dosage pour nos produits chimiques de spécialité.

Les activités de financement ont utilisé (526 901 \$) de liquidités nettes au cours du premier trimestre de l'exercice 2014 contre (857 713 \$) au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2013. Le produit tiré de l'émission d'actions ordinaires par le biais d'un placement privé a généré des flux de trésorerie nets de 1 925 926 \$. Ces fonds ont été affectés aux remboursements de la dette à long terme et des emprunts bancaires de la Société. Cela a eu un impact positif sur le ratio total des emprunts sur les capitaux propres, la direction ayant l'intention de réduire la dette de la Société. Cela a également un impact positif sur les frais financiers, lesquels seront réduits significativement d'ici la fin de l'exercice 2014.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non auditée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze derniers mois
	30 septembre 2013	30 juin 2012	31 mars 2012	31 décembre 2011	
Revenus	8 311 219	6 768 455	9 966 644	9 418 908	34 465 226
BAIIA ajusté	69 670	(234 355)	530 026	561 888	927 229
Bénéfice (Perte) net(te)	(469 994)	(532 392)	86 834	488 854	(426 698)
BPA de base et dilué	(0,008)	(0,008)	0,001	0,008	(0,007)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	494 483	(107 468)	(1 073 407)	1 024 161	337 769

	Périodes de trois mois terminées le				Douze mois précédents
	30 septembre 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	31 décembre 2011	
Revenus	9 982 894	11 561 332	10 222 312	7 056 495	38 823 033
BAIIA	726 693	(483 798)	563 603	407 961	1 214 459
Perte nette	269 696	880 620	(7 651 400)	(1 214 510)	(7 715 594)
BPA de base et dilué	0,004	0,014	(0,127)	(0,020)	(0,129)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 210 214	1 560 416	(419 247)	(1 408 003)	943 380

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit pour surveiller sa performance.

Les conventions relatives aux facilités de crédit et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers à des moments précis. Les ratios financiers sont, au 30 septembre 2013:

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,30:1,00;
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,50:1,00; et
- Ratio de couverture des charges fixes, incluant tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, tel que défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.

Au 30 septembre 2013, la Société respectait les ratios financiers dans le cadre de sa facilité de crédit et de sa dette à long terme.

CONVENTIONS COMPTABLES

Le lecteur est invité à se reporter au résumé des principales conventions comptables présenté à la note 3 des états financiers consolidés au 30 juin 2013.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLIQUÉES DURANT LA PÉRIODE

a) États financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié les normes IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité émettrice si elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Selon les IFRS existantes, la consolidation est requise lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

Selon IFRS 11, *Partenariats*, un coparticipant ou un coentrepreneur doit classer ses intérêts dans un partenariat à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, tandis que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra comptabiliser la quote-part qui lui revient des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. IFRS 11 vient remplacer IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement — apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fait état des informations à fournir en ce qui concerne les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'information existantes et ajoute des obligations d'information importantes en ce qui a trait à la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.

Des modifications ont également été apportées aux normes existantes, y compris IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée pour inclure dans son champ d'application les coentreprises et pour tenir compte des changements apportés, notamment les normes : IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.

Au 1^{er} juillet 2013, la Société a adopté IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 et les modifications à IAS 27 et IAS 28. Au 1^{er} juillet 2012, l'intérêt détenu dans la coentreprise par la Société a été constaté à titre de coentreprise et comptabilisé en utilisant la méthode de mise en équivalence jusqu'à la disposition de cet intérêt au 31 mars 2013.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés de la Société. Étant donné l'impact non significatif de l'adoption de ces modifications sur l'état de la situation financière, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas l'état de la situation financière au 1^{er} juillet 2012.

b) Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir pour toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les IFRS actuelles, les indications relatives aux évaluations de la juste valeur et aux informations à fournir à leur sujet sont disséminées dans les diverses normes qui exigent expressément des évaluations de la juste valeur et, à bien des égards, elles ne sont pas le reflet d'une base d'évaluation claire ou d'obligations d'information uniformes.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société. L'adoption de cette norme nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

ENTENTES HORS BILAN

Au 30 septembre 2013, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 30 septembre 2013, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,4 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates durant l'exercice 2013. De ces lettres de crédit, un montant de 1,2 M \$ est garanti par un certificat de placement. Le solde, d'un montant de 0,2 M \$, a été garanti par Exportation et Développement Canada.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la vice-présidente, finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la vice-présidente, finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours de ce trimestre qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Premier trimestre terminé le
30 septembre 2013

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audités)

	30 septembre 2013	30 juin 2013
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	137 613	303 936
Certificats de placement garanti	1 251 404	1 253 786
Débiteurs (note 3)	6 723 594	6 468 556
Stocks (note 4)	4 261 331	4 016 558
Excédent des coûts engagés sur la facturation	2 734 338	2 203 326
Frais payés d'avance	201 930	225 493
	15 310 210	14 471 655
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	1 819 468	1 878 759
Immobilisations incorporelles	4 676 325	4 942 884
Autres actifs	37 243	37 851
Goodwill	2 414 917	2 465 311
Actifs d'impôts différés	2 977 621	3 124 064
	27 235 784	26 920 524
PASSIF		
Passifs courants		
Découvert bancaire	162 912	256 701
Emprunts bancaires	2 083 154	3 375 843
Créditeurs et charges à payer (note 5)	5 025 338	4 080 339
Provisions (note 6)	40 507	41 637
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	2 286 281	1 758 432
Impôts sur le résultat à payer	4 408	2 306
Loyers différés	3 151	3 151
Tranche courante de la dette à long terme (note 7)	886 442	2 808 261
	10 492 193	12 326 670
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 7)	857 331	64 996
Loyers différés	103 289	102 070
	11 452 813	12 493 736
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 8)	47 935 516	45 852 436
Réserve pour les options d'achats d'actions	1 866 691	1 861 040
Réserve pour les bons de souscription	141 787	141 787
Déficit	(32 755 487)	(32 285 493)
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 405 536)	(1 142 982)
	15 782 971	14 426 788
	27 235 784	26 920 524

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré



Président et chef de la direction

Philippe Gervais



Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012
(non audités)

ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H₂O INNOVATION INC.

	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social	Réserves		Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
			Options d'achat d'actions (note 8)	Bons de souscription			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juillet 2012	60 145 832	45 852 436	1 821 421	370 076	(32 826 774)	(1 472 932)	13 744 227
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	16 174	-	-	-	16 174
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	269 696	-	269 696
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(443 806)	(443 806)
Solde au 30 septembre 2012	60 145 832	45 852 436	1 837 595	370 076	(32 557 078)	(1 916 738)	13 586 291
Solde au 1^{er} juillet 2013	60 145 832	45 852 436	1 861 040	141 787	(32 285 493)	(1 142 982)	14 426 788
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé (note 8)	9 704 546	2 135 005	-	-	-	-	2 135 005
Frais d'émission d'actions (note 8)	-	(51 925)	-	-	-	-	(51 925)
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	5 651	-	-	-	5 651
Perte nette pour la période	-	-	-	-	(469 994)	-	(469 994)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(262 554)	(262 554)
Solde au 30 septembre 2013	69 850 378	47 935 516	1 866 691	141 787	(32 755 487)	(1 405 536)	15 782 971

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS
Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012
(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012
	\$	\$
Revenus (note 12)	8 311 219	9 982 894
Coût des marchandises vendues (note 9 a))	6 169 228	7 520 323
Bénéfice brut	2 141 991	2 462 571
Charges d'exploitation (note 9 a))	182 586	135 772
Frais de vente (note 9 a))	966 669	843 154
Frais administratifs (note 9 a))	919 063	863 263
Frais de recherche et développement – nets (notes 9 a) et c))	43 407	-
Amortissement des immobilisations corporelles (note 9 b))	72 408	68 484
Amortissement des actifs incorporels (note 9 b))	186 386	177 758
Autres pertes / (gains) – nets (note 9 d))	(34 753)	(82 271)
	2 335 766	2 006 160
Bénéfice (Perte) d'exploitation	(193 775)	456 411
Produits financiers	(3 537)	(4 403)
Charges financières	189 464	209 522
Charges financières – nettes	185 927	205 119
Revenus de redevances provenant d'une coentreprise	-	(7 866)
Quote-part des (profits) pertes d'une coentreprise	-	(10 538)
	185 927	186 715
Bénéfice (Perte) avant impôts	(379 702)	269 696
Charge d'impôts exigibles	94 700	84 361
Économie d'impôts différés	(4 408)	(84 361)
	90 292	-
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	(469 994)	269 696
Bénéfice (Perte) net(te) par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période		
Bénéfice (Perte) net(te) de base et diluée par action	(0,008)	0,004
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 10)	60 251 316	60 145 823

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012
(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012
	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	(469 994)	269 696
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d’être reclassés ultérieurement au bénéfice net		
Écarts de conversion	(262 554)	(443 806)
Résultat global pour la période	(732 548)	(174 110)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012

(non audités)

Périodes de trois mois terminées
les 30 septembre

	2013	2012
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice (Perte) net(te) avant impôts pour la période	(379 702)	269 696
Éléments hors caisse		
Charge financières – nettes	185 927	205 119
Amortissement des immobilisations corporelles	72 408	68 484
Amortissement des actifs incorporels	186 386	177 758
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(1 000)	-
Loyers différés	2 039	(4 596)
Charges de rémunération à base d'actions	5 651	16 174
Quote-part des (profits) pertes d'une coentreprise	-	(10 538)
	71 709	722 097
Variation des éléments du fonds de roulement (note 11 a))	421 419	487 994
Trésorerie générée par les activités opérationnelles	493 128	1 210 091
Intérêts reçus	3 537	4 403
Impôts sur le résultat payés	(2 182)	(4 280)
Trésorerie nette générée par les activités opérationnelles	494 483	1 210 214
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation des certificats de placement garantis	231	(115)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(20 002)	(6 876)
Investissement dans une coentreprise	-	(25 453)
Acquisitions d'actifs incorporels	(16 329)	(24 386)
Disposition d'immobilisations corporelles	1 000	-
Disposition d'autres éléments d'actif	-	12 707
Trésorerie nette (affectée aux) activités d'investissement	(35 100)	(44 123)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation des emprunts bancaires	(1 292 689)	(341 034)
Remboursement de la dette à long terme	(1 005 920)	(346 508)
Intérêts payés	(154 218)	(170 171)
Émission de capital social (note 8)	1 977 851	-
Frais d'émission de capital social (note 8)	(51 925)	-
Trésorerie nette (affectée aux) activités de financement	(526 901)	(857 713)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(67 518)	308 378
Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellée en devises étrangères	(5 016)	(21 685)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents	(72 534)	286 693
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Début de période (note 11 b))	47 235	421 332
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fin de période (note 11 b))	(25 299)	708 025

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. Description de l'entreprise

H₂O Innovation inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société s'est donnée pour mission de concevoir, développer et mettre sur le marché des solutions novatrices pour la production d'eau potable et le traitement des eaux usées, par la mise au point de systèmes de filtration membranaire et de procédés de traitements biologiques alternatifs qui respectent l'environnement. Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, bureau 340, Québec (Québec), Canada.

2. Base de préparation

Base de préparation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens. Toutes les valeurs sont arrondies au dollar le plus près, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »).

Les conventions comptables IFRS exposées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 ont été systématiquement appliquées à toutes les périodes présentées. La note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 présente une description complète des principales conventions comptables utilisées par la Société.

L'établissement des états financiers en conformité avec IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables cruciales. Il oblige aussi la direction à faire preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui comportent un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les aspects faisant intervenir des hypothèses et estimations significatives sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 et demeurent inchangés pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés visent à fournir une mise à jour sur les états annuels 2013. Par conséquent ils n'incluent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels 2013 de la Société.

Le 11 novembre 2013, le conseil d'administration de la Société a révisé les états financiers consolidés intermédiaires résumés et autorisé leur publication.

Normes et interprétations appliquées durant la période

a) États financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié les normes IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité émettrice si elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Selon les IFRS existantes, la consolidation est requise lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

Selon IFRS 11, *Partenariats*, un coparticipant ou un coentrepreneur doit classer ses intérêts dans un partenariat à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, tandis que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra comptabiliser la quote-part qui lui revient

des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. IFRS 11 vient remplacer IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement — apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fait état des informations à fournir en ce qui concerne les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'information existantes et ajoute des obligations d'information importantes en ce qui a trait à la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.

Des modifications ont également été apportées aux normes existantes, y compris IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée pour inclure dans son champ d'application les coentreprises et pour tenir compte des changements apportés, notamment les normes : IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.

Au 1^{er} juillet 2013, la Société a adopté IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 et les modifications à IAS 27 et IAS 28. Au 1^{er} juillet 2012, l'intérêt détenu dans le partenariat par la Société a été constaté à titre de coentreprise et comptabilisé en utilisant la méthode de mise en équivalence jusqu'à la disposition de cet intérêt au 31 mars 2013.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés de la Société. Étant donné l'impact non significatif de l'adoption de ces modifications sur l'état de la situation financière, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas l'état de la situation financière au 1^{er} juillet 2012.

b) Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir pour toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les IFRS actuelles, les indications relatives aux évaluations de la juste valeur et aux informations à fournir à leur sujet sont disséminées dans les diverses normes qui exigent expressément des évaluations de la juste valeur et, à bien des égards, elles ne sont pas le reflet d'une base d'évaluation claire ou d'obligations d'information uniformes.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société. L'adoption de cette norme nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

Normes et interprétations publiées en vue d'être appliquées à une date ultérieure

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 et leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes et modifications ou déterminé si elle les appliquerait de façon anticipée.

IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, en ce qui concerne les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; les autres profits et pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

3. Débiteurs

	Au 30 septembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Comptes clients	5 425 457	5 634 221
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	1 263 710	953 731
Provision pour créances douteuses	(400 938)	(406 890)
Provision pour réclamations	-	(3 155)
	6 288 229	6 177 907
Crédits d'impôt à recevoir	111 136	84 416
Autres créances	324 229	206 233
	6 723 594	6 468 556

4. Stocks

	Au 30 septembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Matières premières	1 020 321	1 058 976
Produits finis	3 241 010	2 957 582
	4 261 331	4 016 558

5. Crédoeurs et charges à payer

	Au 30 septembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Fournisseurs	2 737 132	2 178 120
Autres crédoeurs et autres charges à payer	2 288 206	1 902 219
	5 025 338	4 080 339

6. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2012	40 543
Provisions complémentaires comptabilisées	77 745
Paiements	(79 163)
Incidence des fluctuations du taux de change	2 512
Solde au 30 juin 2013	41 637
Provisions complémentaires comptabilisées	26 369
Paiements	(26 206)
Incidence des fluctuations du taux de change	(1 293)
Solde au 30 septembre 2013	40 507

7. Dette à long terme

	Au 30 septembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Non garantie – au coût amorti		
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens	585 529	1 076 696
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens	1 081 483	1 568 924
Emprunts auprès d'actionnaires, libellés en dollars US	-	145 003
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars US	76 761	82 634
	1 743 773	2 873 257
Moins : tranche courante de la dette à long terme	886 442	2 808 261
Dette à long terme	857 331	64 996

Le 30 septembre 2013, la Société a utilisé le produit d'un placement privé (note 8) pour rembourser une somme de 500 000 \$ de son emprunt bancaire et une somme de 500 000 \$ de son emprunt auprès d'autres entités. De plus, la Société a émis 714 312 actions ordinaires en contrepartie du remboursement d'emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.

8. Capital social

Capital social

Le 30 septembre 2013 la Société a émis, par le biais d'un placement privé, 9 704 546 actions ordinaires pour un produit brut global de 2 135 005 \$, de dépenses de 51 925 \$ pour un produit net de 2 083 080 \$. La Société a utilisé le produit au remboursement partiel sa dette à long terme et à son fonds de roulement. Parmi les actions émises dans le cadre du placement privé, 714 312 actions ordinaires ont été émises pour rembourser les emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.

Options d'achat d'actions

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013		Exercice terminé le 30 juin 2013	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de la période	2 124 500	0,57	2 477 000	0,70
Échues	(262 000)	0,90	(352 500)	1,50
En circulation à la fin de la période	1 862 500	0,52	2 124 500	0,57

9. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Matériel	4 426 842	5 818 092
Variations des stocks de matières premières, produits finis et coûts engagés sur excédent de facturation	(71 237)	(296 103)
Salaires et avantages sociaux	2 461 643	2 045 866
Sous-traitants et honoraires professionnels	487 428	861 781
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	365 313	330 111
Télécommunications et frais de transport	251 500	283 943
Créances douteuses	3 399	2 541
Autres dépenses	356 065	316 281
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement	8 280 953	9 362 512

b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés des résultats, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente, aux frais administratifs et aux frais de recherche et développement dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	41 610	30 597
Charges d'exploitation	909	951
Frais de vente	10 832	11 689
Frais administratifs	19 057	25 247
Frais de recherche et développement – nets	-	-
	72 408	68 484

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	91 178	87 448
Frais de vente	81 153	78 374
Frais administratifs	14 055	11 936
Frais de recherche et de développement – nets	-	-
	186 386	177 758

Coûts par fonction incluant l'amortissement et la dépréciation des actifs incorporels	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	6 302 016	7 638 368
Charges d'exploitation	183 495	136 723
Frais de vente	1 058 654	933 217
Frais administratifs	952 175	900 446
Frais de recherche et développement – nets	43 407	-
	8 539 747	9 608 754

c) Frais de recherche et développement – nets

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Frais de recherche et développement bruts	60 951	-
Crédits d'impôts et subventions relatifs à la recherche et développement	(17 544)	-
	43 407	-

d) Autres (gains) pertes – nets

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
(Gain) Perte de change	(26 143)	(77 939)
Autres revenus	(7 610)	(4 332)
(Gain) Perte à la disposition d'actifs	(1 000)	-
	(34 753)	(82 271)

10. Bénéfice (Perte) net(te) par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
Bénéfice (Perte) net(te)	(469 994 \$)	269 696 \$
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	60 251 316	60 145 823
Bénéfice (Perte) net(te) de base et dilué(e) par action	(0,008 \$)	0,004 \$

Éléments exclus du calcul du bénéfice (de la perte) net(te) dilué(e) par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires ou en raison de leur effet anti-dilutif

Options d'achat d'actions	1 707 500	1 952 000
Bons de souscription (nombre d'actions équivalentes)	1 000 000	2 250 000

Pour les périodes de trois terminées les 30 septembre 2013 et 2012, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action était la même que le bénéfice (la perte) net(te) de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action pour ces périodes a été calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

11. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Débiteurs	(305 187)	1 158 247
Stocks	(292 467)	(502 338)
Excédent des coûts engagés sur la facturation	(539 864)	213 376
Frais payés d'avance	22 829	36 451
Créditeurs et charges à payer	989 758	(155 736)
Provisions	162	15 936
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	546 188	(277 942)
	421 419	487 994

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Début de la période		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	303 936	576 542
Découvert bancaire	(256 701)	(155 210)
	47 235	421 332
	2013	2012
	\$	\$
Fin de la période		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	137,613	924 744
Découvert bancaire	(162 912)	(216 719)
	(25 299)	708 025

12. Information sectorielle

Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	3 212 174	2 942 635
Revenus de contrats de fabrication	5 099 045	7 040 259
	8 311 219	9 982 894

Informations géographiques

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Revenus provenant de clients externes		
Revenus par secteur géographique		
Canada	3 161 306	5 241 543
États-Unis	4 402 434	4 103 618
Chine	406 821	399 258
Suisse	123 073	-
Tunisie	49 600	-
Égypte	-	67 841
Autres	167 985	170 634
	8 311 219	9 982 894

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	Au 30 septembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	1 650 511	1 693 898
États-Unis	7 260 199	7 593 056
	8 910 710	9 286 954

13. Information sur les parties liées

Rémunération des membres de la haute direction

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2013	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012
	\$	\$
Avantages à court terme	274 789	234 550
Avantages postérieurs à l'emploi	2 792	2 608
Paiements fondés sur des actions	5 651	13 518
	283 232	250 676

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration ⁽¹⁾
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur
Élaine C. Phénix, administratrice ^{(1) (2)}
André Duquenne, administrateur
Richard Hoel, administrateur ⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice ⁽²⁾
Laurence E. Gamst, administrateur ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Comité de vérification

⁽²⁾ Comité de gouvernance, rémunération et risques

Membres de l'équipe de haute direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction
Josée Riverin, V.-P., finances
Marc Blanchet, V.-P., affaires corporatives et juridiques & Secrétaire du conseil
Guillaume Claret, V.-P. exécutif

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs indépendants

Deloitte s.e.n.c.r.l.

Agent de transfert

Services aux Investisseurs Computershare Inc.

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, suite 340
Québec, Québec, G1K 9C5
Téléphone : 418.688.0170
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines (Amérique du Nord)

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

8900, 109th Ave N, suite 1000
Champlin, Minnesota 55316

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta T2G 1L6

5100, South Service Road, Unit 17
Burlington, Ontario L7L 6A5